



ALERTE

HALTE AUX DERIVES ET ABUS LIÉS AUX ELECTIONS LÉGISLATIVES ET COMMUNALES DE JUIN ET AOUT 2025

30 mai 2025

Le Mouvement « Tournons La Page Burundi » (TLP Burundi), engagé pour la démocratie, la justice et la gouvernance participative, exprime sa vive préoccupation face aux nombreuses irrégularités observées tout au long du processus électoral des élections législatives prévues au Burundi en juin et août 2025.

Alors que le Burundi chemine vers les élections législatives et communales dont le premier scrutin est prévu le 5 juin 2025, la campagne électorale bat son plein dans une atmosphère tendue et inquiétante. Le contexte politique et sécuritaire est gravement détérioré avec un espace civique de plus en plus verrouillé.

Ces élections sont organisées alors que le pays traverse une conjoncture économique morose marquée par une inflation élevée, des pénuries de biens essentiels et une dépréciation de la monnaie, exacerbant les tensions sociales.

Des divisions internes, parfois encouragées par le pouvoir, ont fragilisé les partis d'opposition, réduisant leur capacité à participer efficacement au processus électoral. L'opacité et les irrégularités du processus électoral ont érodé la confiance des citoyens dans les institutions chargées de garantir des élections libres et équitables.

Après observation sur le terrain, collecte de témoignages auprès des citoyens et analyse des données disponibles, TLP-Burundi constate avec regret que ces élections ont été entachées de nombreuses irrégularités qui devront en compromettre la crédibilité, la transparence et le caractère démocratique.



En effet, plusieurs facteurs alarmants laissent présager des élections sans garanties démocratiques, encore moins crédibles. TLP-Burundi fournit quelques cas illustratifs loin d'être isolés, car la situation est généralisée dans tout le pays : Nous pouvons citer à titre d'exemple :

- ***Une campagne électorale dominée par le président de la République Evariste Ndayishimiye en personne, conférant étrangement aux élections législatives et communales l'allure d'une élection présidentielle*** : Depuis le lancement officiel de la campagne électorale, le président Evariste Ndayishimiye s'est rendu dans différentes régions du pays à Bujumbura, Gitega, Muyinga, Ngozi, Bubanza. La participation du président Evariste Ndayishimiye aux élections législatives est une violation du principe de neutralité, car le président est censé être le garant de l'unité nationale et être au-dessus des partis politiques¹. Sa participation est une manœuvre déloyale visant à consolider le pouvoir du CNDD-FDD, en exploitant illégalement le prestige et les moyens de l'État pour mobiliser l'électorat, ce qui explique davantage que le Président veut exercer une pression sur la population dans un pays où les libertés d'expression et d'opinion sont très limitées.
- ***Une intolérance politique couronnée de menace de mort et une négation de toute compétition électorale manifestée par le parti CNDD-FDD*** : Il y a des menaces de mort envers les membres de l'opposition ou même les électeurs perçus comme non alignés au CNDD-FDD exercées par la jeunesse Imbonerakure et les administratifs à la base, dont les directeurs d'école et les candidats députés, en présence des forces de sécurité partiales qui sont utilisées pour museler les opposants à travers tout le pays.

¹ Articles 91 et 92 de la constitution du Burundi de 2018



C'est le cas du responsable du CNDD-FDD sur la colline Buyumbu, commune Kabarore, province Kayanza, qui, en pleins travaux communautaires du 9/5/2025, a lancé des propos d'intimidation et menaçant toute personne qui ne votera pas pour le CNDD-FDD d'avoir des problèmes sérieux, y compris de ne plus résider sur cette colline.

- **Des cas de refus d'autoriser des meetings politiques** de l'opposition ou de perturbation systématique se font remarquer ici et là, comme il en a été pour l'ancien 1^{er} vice-président de la République, Gaston Sindimwo, qui a été refusé de rencontrer les membres du parti Conseil des patriotes (CDP) en commune Mpinga Kayove, province de Rutana, le 9/5/2025.
- **Des actes répétés d'intimidation, de harcèlement et d'arrestations arbitraires ciblées contre les militants et sympathisants de l'opposition :** Des actes d'intimidation sont les plus prononcés dans les localités où prédominent les membres du Congrès National pour la Liberté (CNL) aile Rwsa Agathon, comme c'est le cas où des membres du CNL ont été arrêtés et tabassés en commune Isare zone Kibuye en date du 15 mai 2025 lorsqu'ils venaient d'un meeting du CNL sur la colline Sagara de cette même commune. Cette même situation a été remarquée dans les régions de Makamba, de Gitega, de Muyinga et de Ngozi.
- **Le retrait des cartes électorales à des citoyens supposés opposants, orchestré par des agents de l'administration et les Imbonerakure :** Cette pratique s'est fait remarquer dans la mairie de Bujumbura, dans les sites des déplacés de Ruhororo et de Mutaho à Ngozi et Gitega, où des Imbonerakure sillonnent tous les quartiers en ciblant certaines personnes, surtout les plus âgées, et profitent de leur vulnérabilité pour retirer leurs cartes d'électeurs moyennant un montant de 5000 Fbu ou une promesse de ce montant à titre d'achat de ces cartes.



Des responsables d'école membres du CNDD-FDD retirent les cartes des élèves avec des menaces, comme c'est le cas de la directrice Anne Marie Nicizanye du lycée communal de Magara dans la province de Rumonge, qui est en même temps candidate sur les listes des députés dans la région. Les élèves ont signalé la situation en date du 27 mai 2025. L'objectif est d'élire plusieurs fois le parti CNDD-FDD avec ces cartes confisquées.

- ***Un enrôlement et une instrumentalisation de la jeunesse, y compris des élèves et de petits enfants, mobilisés de force pour soutenir la campagne du CNDD-FDD*** : Le phénomène d'enrôlement et d'instrumentalisation des enfants dans les activités électorales se fait remarquer dans toutes les régions, comme c'est le cas dans les provinces de Muramvya, de Muyinga, de Kayanza, de Bujumbura... Et pour assumer cette violation du droit de l'enfant, le secrétaire général du CNDD-FDD n'y va pas par quatre chemins, précisant que le du CNDD-FDD doit être enseigné à tous les enfants depuis l'âge de 9 ans pour constituer une pépinière en violation des lois nationales et internationales pour la protection des enfants.
- ***Des propos de haine et de violence avec une pression administrative généralisée à l'encontre de toute voix dissidente*** : Des propos de haine et de violence sont devenus un outil privilégié pour traquer toute voix dissidente, et cela s'observe surtout au travers des slogans et chants, notamment dans les actions de démonstration de force des Imbonerakure, y compris notamment dans les sports de masse et les travaux communautaires.
- ***Des entraînements paramilitaires et de l'armement des Imbonerakure à travers tout le pays ainsi que des menaces exigeant de prouver le vote en faveur du CNDD-FDD*** : les formations paramilitaires se font jour et nuit et leur armement est signalé dans tout le pays, et les provinces de Cibitoke, Bubanza, Karusi, Cankuzo et Bujumbura viennent en tête.



Cette militarisation des Imbonerakure est un signe éloquent que le système CNDD-FDD veut régner dans la terreur. Les agissements des Imbonerakure ne diffèrent en rien d'une milice faisant la pluie et le beau temps, et les Burundais vivent tétanisés au regard de leurs agissements.

L'intolérance politique, lorsqu'elle est institutionnalisée et accompagnée de violences ou de menaces, mine profondément la légitimité du processus électoral et écarte toute idée de compétition loyale.

Il est à noter que toutes ces violations et irrégularités sont commises en l'absence d'un cadre électoral équitable. La commission électorale (CENI) est inféodée au pouvoir, excluant ou désavantageant les autres partis dans l'organisation et le déroulement du processus électoral.

Sans être exhaustif, d'autres contraintes comme des pénuries de carburant affecte les membres des partis politiques de l'opposition et les empêche ipso facto d'atteindre leurs fidèles.

En somme, ces pratiques constituent de graves violations des dispositions nationales et internationales en matière de droits civils et politiques, notamment les articles 21 et 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, ainsi que la Constitution de la République du Burundi



TOURNONS LA PAGE
Pour l'alternance démocratique
en Afrique

**Quelques images illustratives accablantes faisant preuve de dérapage
électoral**



@Province Muramvya, le 24/5/2025, : « des enfants en train de suivre les enseignements idéologiques du CNDD-FDD



@ Commune Kayanza, des enfants en apprentissage des slogans de haine et de violence,14/05/2025.



@Buyenzi, Bujumbura-Mairie, le 24/5/2025, « des enfants en train de suivre les enseignements idéologiques du CNDD-FDD



@Commune Mugongo-Manga, 21/5/2025, le Président de la République Evariste Ndayishimiye en Campagne électorale



@Commune Mugina, province Cibitoke, le 26/5/2025, le Secrétaire Générale du CNDD-FDD, Reverien Ndikuriyo, ordonne ne pas tolérer l'émergence de tout autre parti politique



@Commune Rugombo, province Cibitoke, entrainements paramilitaires Imbonerakure ,4/04/2025



TOURNONS LA PAGE
Pour l'alternance démocratique
en Afrique



® Commune Isare, province Bujumbura, les membres du CNL subissent des coups de fouets du fait de leur appartenance politique 15/05/2025

®Province Muyinga : « des enfants enrôlés à la manipulation d'armes à feu, 23/5/2025.

Au regard de ces signes avant-coureurs d'une dérive électorale, TLP-Burundi émet une série de recommandations pour alerter l'opinion nationale et internationale sur une escalade sécuritaire accrue en lien avec les élections de 2025, en vue de contribuer à la restauration d'un État de droit au Burundi.

Tournons La Page – Burundi (TLP-Burundi) appelle à une mobilisation pacifique de tous les burundais et partenaires engagés du Burundi pour éviter que ces élections ne deviennent pas un instrument de légitimation de l'oppression, mais plutôt un pas vers la paix, la justice et la démocratie véritables



- **A l'endroit de la population burundaise :**
 - **Rester mobilisés pacifiquement pour la défense de la démocratie, de la justice électorale et de l'État de droit,**
 - **Dénoncer, par tous les moyens pacifiques disponibles, les manquements constatés dans le processus électoral en cours,**
 - **Refuser tout enrôlement de leurs enfants et leur entraînement dans l'idéologie de haine et de violence du CNDD-FDD ne faisant qu'obstruer leur meilleur avenir.**

- **Aux leaders des partis politiques, y compris le CNDD-FDD :**
 - **Respecter les principes de pluralisme politique et garantir un climat et une compétition électorale apaisée et équitable,**
 - **Cesser immédiatement les pratiques discriminatoires et les actes de violence politique,**
 - **Arrêter l'enrôlement et la manipulation des enfants au bénéfice des idéaux des partis politiques.**

- **Aux corps de de défense et de sécurité :**
 - **Observer une stricte neutralité et faire preuve d'une haute impartialité dans la sécurisation du processus électoral.**
 - **Protéger l'ensemble des citoyens sans distinction, ni discrimination conformément à la loi.**

- **Au Gouvernement du Burundi :**

- Garantir un processus électoral inclusif, transparent et équitable,
- Mettre fin à la répression politique et aux atteintes aux droits fondamentaux,
- Garantir un climat apaisé et le respect des droits humains pour permettre à chaque citoyen de voter librement, sans intimidation ni violence.

- **À la société civile et aux médias :**

- Renforcer les mécanismes de surveillance et de monitoring électoral et documenter toutes les violations en lien avec les élections,
- Continuer à sensibiliser la population sur ses droits civils et politiques y compris sur les droits électoraux.

- **À la communauté internationale et aux partenaires du Burundi :**

- Veiller à ce que le Burundi respecte ses engagements internationaux en matière de gouvernance démocratique et de respect des droits humains.

Signature et cachet:



Anitha GATERETSE

Coordinatrice Nationale/TLP-Burundi